



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU HAUT-RHIN

PRÉFECTURE

Direction des Collectivités Locales
et des Procédures Publiques

Bureau des Enquêtes Publiques et Installations Classées
JPV/SK

ARRETE

**N° 2014197 - 0012 du 16 JUIL. 2014 portant
mise en demeure à la société TRITER de régulariser la situation
administrative de l'exploitation de carrière d'ASPACH-LE-BAS
(parties de parcelles 102 et 137, parcelle 136 – section 32) au
titre du code de l'environnement**

LE PREFET DU HAUT-RHIN
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-7,
- VU le décret du 31 janvier 2013, paru au J.O. du 1^{er} février 2013, portant nomination de M. Vincent BOUVIER, Préfet du Haut-Rhin, installé dans ses fonctions le 18 février 2013,
- VU le décret du 20 janvier 2014, paru au J.O. du 21 janvier 2014, portant nomination de M. Christophe MARX, Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin, installé dans ses fonctions le 5 février 2014,
- VU l'arrêté préfectoral n°2014031-0014 du 31 janvier 2014 portant délégation de signature à M. Christophe MARX, Secrétaire Général de la préfecture du Haut-Rhin,
- VU l'arrêté préfectoral n°990755 du 22 avril 1999 (*autorisation d'exploiter la carrière pour 15 ans*),
- VU l'arrêté préfectoral n°2007-102-40 du 11 avril 2007 (*prescriptions complémentaires et codificatif des prescriptions pour la poursuite d'exploitation de la carrière*),
- VU l'arrêté préfectoral n°2014051-0010 du 20 février 2014 mettant en demeure la société TRITER de cesser toute activité d'extraction de matériaux au plus tard le 22 avril 2014,
- VU la visite d'inspection de la carrière du 20 juin 2014,
- VU le rapport de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées du 04 juillet 2014,

CONSIDÉRANT que l'échéance des travaux d'extraction est fixée au 22 avril 2014 et que lors de l'inspection du 20 juin 2014, il a été constaté que des travaux d'extraction étaient réalisés sur le site,

CONSIDÉRANT que la société TRITER a déposé en préfecture, le 20 janvier 2014, un dossier de demande d'autorisation d'exploiter (*renouvellement et extension de la carrière - durée de 30 ans*), mais que ce dossier de demande n'était pas complet et recevable et que ceci a été signalé par lettre préfectorale du 20 février 2014,

CONSIDÉRANT qu'aucun dossier de demande d'autorisation complété n'a été transmis au préfet, depuis la lettre préfectorale du 20 février 2014,

CONSIDÉRANT que la société TRITER a clairement manifesté son souhait de poursuivre l'exploitation de son site de carrière d'Aspach-le-Bas,

CONSIDÉRANT que la société TRITER n'est toutefois plus autorisée à exploiter les terrains de son ancienne carrière d'Aspach-le-Bas,

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L171-7 du code de l'environnement, dans le cas des installations classées en situation irrégulière : « *«Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, lorsque des installations (...) sont exploités, (...) sans avoir fait l'objet de l'autorisation, (...) requis en application des dispositions du présent code, (...), l'autorité administrative compétente met l'intéressé en demeure de régulariser sa situation dans un délai qu'elle détermine. »*

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin,

A R R E T E

Article 1er :

L'exploitant de la société TRITER, dont le siège social est 29 rue des Genêts – 68700 ASPACH-le-HAUT, est mis en demeure, s'agissant de son exploitation de carrière d'Aspach-le-Bas située sur la parcelle 136 et les parties de parcelles 102 et 137 – section 32, de régulariser la situation de ses installations en déposant, **au plus tard le 15 décembre 2014**, à la préfecture du Haut-Rhin, un dossier de demande d'autorisation d'exploiter conforme aux dispositions des articles R512-3 à R512-9 du code de l'environnement.

Article 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-7 et L.171-8 du Code de l'Environnement.

Article 3 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin, le Sous-Préfet de THANN et le Directeur Régional de l'Environnement, l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargé de l'Inspection des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera notifiée à l'exploitant.

Délais et voie de recours :

(article R. 514-3-1 du Titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement).

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Strasbourg :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Fait à COLMAR, le **16 JUIL. 2014**

Le Préfet
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,


Christophe MARX